

LA BELGIQUE EST-ELLE ENCORE MODERNE ?

ÉRIC RENETTE

POSER LA QUESTION, C'EST RECONNAÎTRE UN DOUTE

La Belgique est-elle encore un pays moderne ? Drôle de question. La poser, c'est automatiquement confirmer qu'il y a un doute. Il ne s'agit pas de compter les trous dans les routes, les trains qui arrivent en retard ou le classement Pisa de l'enseignement en Communauté française. Mais, entre autres, de constater que la sixième réforme de l'État ne suffit visiblement pas à certains, que des milliers de jeunes défilent tous les jeudis en réclamant qu'on prenne leur avenir en compte, que les députés (représentants du peuple « officiels ») sont mis en balance avec l'élection de citoyens tirés au sort. La Belgique, souvent qualifiée de laboratoire politique, institutionnel et social de l'Europe n'attire plus le regard de personne. D'autant que l'aura de l'Europe, elle aussi, souvent qualifiée de « vieille Europe » de l'autre côté de l'Atlantique, n'est pas ou n'est plus citée comme exemple d'inspiration pour

demain. Enfin, le rêve américain n'existe plus et, visiblement, il n'a été remplacé par aucun autre. Pour beaucoup, le progrès - demain - ne fait plus rêver, il a même quelque chose d'effrayant.

Il s'agit donc de se pencher sur ce concept,

la modernité, celui dont presque plus personne ne se réclame de nos jours. Il y a peu encore, être moderne était à la mode, un qualificatif positif tourné vers l'avenir qui traduisait un monde qui change et en est fier.

Moderne, ça veut dire qui est représentatif de son époque. On se demande donc si la Belgique est bien ancrée dans le XXI^e siècle ? Quand on voit le succès du vintage, l'appétence pour tout ce qui rappelle un avant plus ou moins lointain, on se demande plutôt si la Belgique n'est pas atteinte de nostalgie et si elle ne regarde pas l'avenir dans le rétroviseur ? La dernière fois qu'elle s'est présentée comme pays moderne à la face du monde, c'était pour l'Expo 58. Une époque où la Belgique était encore un pays colonial qui venait d'octroyer le droit de vote aux femmes depuis une décennie. On voulait y montrer, en vrai, un réacteur nucléaire (projet heureusement abandonné), symbole aujourd'hui d'un passé promis à disparition.

Être de son époque, tout un programme dans un pays qui n'arrête pas de devoir (ou de vouloir) se transformer, de réformer sans cesse sa Constitution ou l'État, de se

poser en défenseur des droits de l'homme et du respect des minorités. Il ne s'agit donc pas de parler de la vétusté des infrastructures, des institutions, mais bien de l'organisation politique, économique, sociale du pays. Sciences, idées, industries, enseignement, vivre ensemble, arts, culture : où en est-on ? Peut-on être en même temps médaillé olympique en nids-de-poule sur les autoroutes (wallonnes en

tous les cas) et sur les marchés de l'art contemporain ? Champion en biotechnologies et perpétuellement paralysé par des bouchons aux abords de la capitale ? Un État qui fait arriver ses trains à l'heure n'est pas automatiquement un État moderne, mais un État qui n'arrive pas à les faire arriver à l'heure ne l'est inévitablement pas.

Avec le mariage et l'adoption pour tous, l'approche réaliste par rapport à l'euthanasie ou le cannabis, la Belgique fait pourtant encore figure d'État plus progressiste que bien de ses voisins européens, américains, africains ou asiatiques. Avec en même temps des relents racistes et nationalistes qui se font entendre de plus

en plus fortement et qui, ce n'est pas une consolation, n'ont pas grand-chose à envier à des voisins européens.

Pour être moderne, il faut certainement un État moderne dans une société moderne, guidée par des idées modernes, portées par des hommes modernes. A-t-on tout ça en stock en Belgique ? Et plus largement, a-t-on tout ça dans cette « vieille Europe » que certains considèrent, de plus en plus, comme un musée vivant géant que les touristes chinois, américains ou japonais visitent avec délectation ? Ou plus simplement est-on vraiment dans une zone grise marquant le passage d'une époque à une autre. Mais alors, laquelle ?

Néanmoins, trois éléments semblent émerger pour définir des critères de la modernité d'aujourd'hui : la conscience de l'impact sur la planète, la parité homme-femme et la tolérance aux différents aspects de la société et le respect des choix individuels (multiraciaux, multireligieux, multigenres, multiculturels...). Durables, équitables, respectables ? Si c'est ce qu'on souhaite illustrer pour l'époque actuelle, il y a encore du travail...

La modernité a-t-elle encore un avenir ?

Plus personne ne se réclame « moderne ». En une cinquantaine d'années, le concept a quasi disparu. Pourquoi ?

Que nous a donc fait la modernité pour qu'on lui tourne le dos ? Aujourd'hui, elle semble ne plus inspirer personne, elle ne s'impose ni dans les discours ni dans les engagements. Soit, il ne faut pas confondre modernité (être de son temps) et progrès (changement pour un mieux). Voir avancée technologique. Est-ce moderne d'utiliser un GSM dernier cri ou de décider de s'en passer ? Celui qui achète une voiture électrique ou celui qui passe au vélo-transport en commun est-il moderne ? La défense des institutions ou le fédéralisme ? La juste répartition de la croissance ou la décroissance ? Un pays où des trains sans conducteur arrivent à l'heure ? Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), les nouveaux pays émergents, et leurs visions souvent partielles de la démocratie, sont-ils des exemples à suivre pour être de son époque demain ?

Généralement, on laisse à l'Histoire le

soin de départager ce qui caractérise le mieux une époque. Le concept de modernité, de nos jours, laisse perplexe. Par manque de clarté sur l'époque, sans doute. Les choses changent, c'est certain, dans quel sens c'est malaisé à dire. D'autant que l'Histoire nous a montré qu'aucun pays, aucun État, ne s'est montré moderne en tout au même moment. Ni l'Italie à la Renaissance, ni Singapour ou Shanghai aujourd'hui, des villes technologiquement développées mais dans des pays où on applique toujours, chaque année, la peine de mort et où on admet que le développement des uns se fasse au détriment d'autres. On peut être pays moderne de technologies et barbare de mœurs, faire construire un métro ultramoderne par des prisonniers, reléguer une partie de la population au service de l'autre, considérer la place des femmes comme inférieure, etc. Donc, par définition, la modernité est relative. D'habitude on savait où en trouver des morceaux, des exemples. Aujourd'hui, surtout, elle n'est plus d'ac-

tualité, alors que c'est son fondement.

Un concept qui a changé...

Le rapport sur la Belgique dans les indicateurs de l'OCDE sur le mieux vivre donne quelques bases de départ. « *La Belgique se positionne au-dessus de la moyenne dans les dimensions de l'équilibre vie professionnelle-vie privée, du revenu et le patrimoine, de l'engagement civique, de l'éducation et des compétences, de la satisfaction à l'égard de la vie, de la santé, des liens sociaux, de la sécurité, mais elle se situe en dessous de la moyenne dans le thème de la qualité d'environnement.* » Mais est-ce moderne ? Et pourquoi la modernité est-elle si compliquée à appréhender ?

L'historienne Catherine Lanneau (Histoire de Belgique à l'ULiège) précise que le concept de la modernité, lui-même, mérite interrogation : « *Est-elle forcément liée à l'adaptation, au chan-*

gement, à la rupture avec les traditions ? Cela implique de réfléchir à la notion de progrès et à sa relativité (là où longtemps, on l'a crue absolue et linéaire). Cela implique donc aussi de se demander si nous avons tous la même définition ou la même conception de la modernité. En 1958, une sorte de consensus s'établissait autour d'une modernité via le progrès technologique et la société de consommation, donc via notamment la démocratisation des objets permettant de simplifier la vie quotidienne. Puis, dans les années 70-80, on a considéré comme modernes l'accélération de la vie, le jetable, le tout à la voiture, par exemple. Aujourd'hui, l'idée de simplifier la vie, d'aller plus vite, n'est plus perçue, par une partie des Belges, comme un signe de modernité. On va privilégier une meilleure adéquation entre qualité de vie et préservation de l'environnement. »

Ensuite, elle souligne les tensions qui, aujourd'hui, rendent les concepts de modernité plus malaisés à appréhender. « La modernité, pour certains, passe par la reconnaissance des droits individuels les plus larges possibles (le droit à disposer de son corps, à mourir dans la dignité mais aussi l'égalité des droits pour les LGBT par ex.) alors que, pour d'autres, c'est la cohésion de la société autour d'un socle de valeurs, parfois religieuses, qui doit précéder. Ils dénoncent alors une vision dévoyée de la modernité qui nie les droits des plus faibles (malades, enfants, fêtus...). »

Comme historienne, elle ajoute : « Un pays moderne est-il celui qui est en paix avec son histoire ? Chez nous, cela renvoie aux débats récents sur la collaboration (cf encore le livre « Papy était-il nazi ? »), sur les assassinats de Lahaut et de Lumumba, sur le rôle des autorités belges dans la Shoah, divers sujets dont les pouvoirs publics se sont parfois saisis via des commissions d'enquête. La modernité passe-t-elle par des excuses ? La modernité passe-t-elle par l'oblitération du passé (cf. débat sur les statues de Léopold II ou les plaques en hommage aux coloniaux) ? »

En panne de croissance

L'économiste Paul De Grauwe (London School of Economics) apporte une première explication au changement de statut de la modernité : « Les années cinquante étaient une période qui avait retrouvé un certain optimisme, après le désastre des guerres. Aujourd'hui, cet optimisme est plus difficile à retrouver. Pourquoi ? Je suis perplexe. Dans les années 60, la croissance a été très forte. Ce qui avait pour effet psychologique et social que la nouvelle génération avait comme perspective qu'elle aurait un bien-être matériel plus élevé que les parents. Aujourd'hui, ce n'est plus clair du

tout.

Quand la croissance est de 4-5% par an, la nouvelle génération augmente ses ressources et ses chances, de façon spectaculaire. En une dizaine d'années, il y a eu presque un doublement des revenus ! Ça introduit une perspective tout à fait différente. Or, ces dix dernières années, on a connu une croissance inférieure à 1%. Les perspectives qu'ont les jeunes par rapport à celles que leurs parents ont eues sont alors très différentes. Dans les années 50-60, la croissance semblait sans limites, introduisant cette perspective optimiste. Aujourd'hui, tout le monde se rend compte qu'il y a des limites énormes, et qu'on les a peut-être déjà dépassées ! Cela introduit une forme de peur existentielle. »

Et il confirme la relativité du concept : « Aux États-Unis, certains domaines sont à la pointe, mais dans d'autres, elle est au niveau de pays en voie de développement ! La santé de la population américaine par exemple. Des statistiques récentes montrent que l'espérance de vie d'une partie des Américains diminue. Il y a donc régression. Ce n'est pas le cas chez nous. À ce niveau, nous sommes donc à la pointe de la modernité. » Et sa traduction concrète dans le modèle économique : « l'évolution technologique met sous pression les conditions de travail telles qu'on les a établies comme éléments de modernité. La Sécurité était quand même une dimension de modernité. Aujourd'hui, une certaine technologie, "la sharing economy" (Uber etc.) introduit des pressions sur les temps de travail. Est-ce une avancée ou un retrait ? Faut-il nécessairement accepter l'effet d'une telle technologie sur le bien-être des gens ? Pas nécessairement. »

Lart, dont un des objectifs a toujours été de traduire son époque, son rythme, ses angoisses, ses espoirs ou ses enjeux, ne se revendique pas non plus d'une nouvelle modernité dont il a souvent été l'écho, créant l'habitude de voir les avant-gardes remplacer leurs prédécesseurs avant d'être à leur tour remplacées par les suivants, jugés plus représentatifs de leur époque. « Les avant-gardes s'arrêtent autour de 1968, aujourd'hui c'est beaucoup plus fragmenté. Ensuite, modernité et post-modernité sont des concepts d'origine européenne, alors qu'aujourd'hui les notions viennent d'ailleurs, explique Michel Dragnet, directeur général des Musées royaux des beaux-arts de Belgique. Aujourd'hui, les artistes modernes évoluent au rythme du monde auquel ils appartiennent. Un de leurs objectifs reste d'incarner les débats actuels. » Comme ailleurs, l'aspect technologique y pose de nouveaux défis : « Pour les musées et la muséographie, la digitalisation induit de nou-

velles manières de penser. On ne parle plus, aujourd'hui, de posséder une œuvre mais de la partager. Ce qui contribue à la démocratisation. Et le statut de la pièce unique va finir par se poser. »

Trois signes d'aujourd'hui

« Dans le débat public actuel, du côté francophone, il y a trois lignes rouges : la lutte contre le réchauffement climatique, l'égalité homme-femme et une certaine forme de multiculturalisme. Aujourd'hui, il serait quasiment impossible d'être un nouvel Éric Zemmour, à moins d'accepter d'être ostracisé... »

analyse Vincent de Coorebyter (philosophe et politologue). Mais est-ce que ce sont de vrais consensus ? C'est le cas pour l'égalité homme-femme (mais pas pour toutes les formes de féminisme), c'est moins le cas pour la lutte contre le réchauffement climatique, ce n'est pas le cas pour le multiculturalisme. D'où le relatif succès des idées populistes, et certaines réponses à l'enquête Noir-Jaune-Blues. Ce qui est idéologiquement moderne ne fait pas nécessairement consensus, sauf peut-être l'individualisme, l'idée que chacun est l'architecte de sa propre vie et l'auteur de ses choix moraux. »

À tous ces problèmes existentiels, valables pour la majorité du monde occidental en ce début du XXI^e siècle, la Belgique ajoute une complexité institutionnelle et sociale qui, pour de plus en plus de gens, paraît parfois d'un autre âge ou, du moins, plus de son époque. De plus en plus, on réclame du changement mais sans vraiment déterminer, voire connaître, dans quel sens il doit aller. On aspire à de la nouveauté mais pas la même nouveauté qu'avant, trop institutionnelle, trop « top-down ». La nouveauté, celle qui définira la modernité de l'époque actuelle, doit venir de la base, ce que réclament non seulement les gilets jaunes ou cette nouvelle génération incarnée par les étudiants qui défilent pour la planète les jeudis plutôt qu'aller au cours, mais aussi une partie du « système » qui ne se retrouve pas dans ce que l'époque lui propose.

Croire qu'on peut échapper à un concept comme la modernité, voire la ringardiser, est inutile. On n'y échappe pas. Incarner son époque, des gens, des idées, des inventions l'ont toujours fait. Et s'ils ne le revendiquent pas, d'autres le feront, a posteriori, à leur place. Le tout est donc de se demander si, se poser la question « est-ce bien de mon temps ? » avant d'agir ou de décider, est un luxe, un réflexe salutaire ou une habitude totalement dépassée. ■

ÉRIC RENETTE

20,7 %

Au sein des conseils d'administration des sociétés contrôlées par le public, on trouve majoritairement des hommes (70,4 %), contre un petit tiers de femmes (29,6 %). Ce chiffre est encore plus préoccupant quand on se concentre sur les postes à responsabilité. Exemple : les présidences de CA ne sont occupées qu'une fois sur cinq par des femmes (20,7 %).

Ces chiffres ressortent d'une analyse réalisée en octobre par Le Soir, dans son enquête Remunero. La rédaction a passé en revue plus de 5.000 mandats, au sein de 250 sociétés publiques.

81,4 ANS

En 2017, l'espérance de vie à la naissance en Belgique s'établissait à 83,7 ans pour les femmes et à 79 ans pour les hommes, selon les chiffres de l'administration des statistiques Statbel. Soit une moyenne nationale de 81,4 ans. Un chiffre en augmentation constante, au fil du temps. L'espérance de vie est plus élevée en Flandre (82,2 ans) qu'à Bruxelles (81,2 ans) et en Wallonie (79,8 ans).

Ceci place la Belgique dans le ventre mou des pays développés. En tête : le Japon, avec une espérance de vie frôlant les 84 ans.

15,8 HEURES

Le temps consacré aux loisirs est un facteur souvent utilisé pour évaluer le bien-être d'un individu. Selon des statistiques 2017 de l'OCDE, la durée moyenne qu'un Belge consacre à prendre soin de lui représente 66 % du temps pour une personne qui travaille à temps plein. Soit 15,8 heures. C'est un peu plus que la moyenne de l'OCDE, fixée à 15 heures. On parle ici aussi bien de temps passé à manger, dormir, sortir, faire du sport, se divertir... Seuls la France, l'Espagne, les Pays-Bas et le Danemark font mieux que nous.

2003

Le 30 janvier 2003, le Parlement belge a adopté la loi « ouvrant le mariage à des personnes de même sexe ». Ce qu'on a appelé, dix ans plus tard en France, le « mariage pour tous ». Notre pays a été l'un des précurseurs en la matière. La Belgique étant le deuxième pays au monde à reconnaître le mariage homosexuel, après les Pays-Bas.

En 2017, 1.112 mariages homosexuels sont recensés par l'administration belge (ce qui représente 2,5 % des mariages). Contre 329 divorces.

1.294 KM

Record de Belgique : le 11 décembre 2017, la Belgique, 375 km dans sa plus grande diagonale, a cumulé 1.294 km de files. Depuis des années, Touring Mobilis enregistre une augmentation des embouteillages. En 2014, la barre des 400 km de files n'avait jamais été franchie, elle l'est systématiquement depuis. Non seulement il y a plus de files, mais elles durent plus longtemps. En 2018, il y a eu plus de 300 km de files pendant 46,6 heures (24,2 h en 2017). Selon la FEB (Fédération des entreprises de Belgique), le coût d'une heure d'embouteillages revient à 10 euros par voiture et 78 euros par camion.

14,7

La qualité de l'air est l'un des enjeux sanitaires de demain. On peut notamment mesurer cette pollution atmosphérique via la concentration en PM2.5 (des particules fines qui peuvent pénétrer et endommager les poumons). Dans les grands centres urbains belges, cette concentration est de 14,7 microgrammes par mètre cube, selon les chiffres compilés par l'OCDE. Un niveau supérieur au seuil recommandé de 10 microgrammes par mètre cube établi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

JEAN-PIERRE HANSEN ET FLORENCE HAINAUT

Le parrain

« En me rasant, je pense à une formule de Jean-Jacques Servan-Schreiber, dans un de ses bouquins en 1967. Pour un moderne, "l'ordre éternel des choses, voilà l'ennemi." Cette citation me plaît bien et, quand j'y réfléchis, je l'ai -au moins de facto- faite mienne ».

La filleule

« La modernité n'est pas tant dans le contenu des décisions et politiques, mais dans qui est habilité à les prendre. La société évolue. Le profil des leaders et leadeuses doit suivre le mouvement. J'ai hâte que l'archétype de la personne qui prend des décisions pour le pays ressemble un peu moins à Jean-Pierre. Et je le dis avec tout l'amour que j'ai pour lui ».

En mode moderne

Le terme « moderne » est utilisé pour exprimer à la fois ce qui est actuel et ce qui est récent. Retour sur l'usage dual de ce mot par notre chroniqueur Michel Francard, linguiste et professeur émérite de l'UCLouvain.

Des anciens et des modernes

Il ploie sous le poids des ans, ce *moderne* qui paraît du dernier cri. De par son origine latine, il appartient à l'accueillante famille de *modus* « manière, mesure » qui a donné entre autres *modèle*, *module*, *modifier*, *modérer*, *modeste*, *moule*, *commode* et... *mode*. Si être moderne, c'est être à la mode, c'est parce que l'adverbe *modo* « récemment » a servi de base à un adjectif, *modernus*, pouvant qualifier à la fois ce qui est actuel et ce qui est récent.

Cette dualité de sens va se perpétuer jusqu'à nos jours, mais au fil du temps *moderne* va s'accommoder de modulations spécifiques selon les domaines. Les premiers dictionnaires français l'associent préférentiellement aux Arts et aux Sciences, ainsi qu'à ceux qui s'y illustrent. La querelle des Anciens et des Modernes, qui a agité la fringante Dame du Quai Conti à la fin du XVII^e siècle, opposait des académiciens favorables à l'imitation des auteurs de l'Antiquité à d'autres qui souhaitaient innover en matière de création littéraire.

Mais on qualifiait aussi de *modernes* les philosophes, les théologiens, les peintres, les architectes qui avaient rompu avec les théories et les canons esthétiques des illustres ancêtres gréco-romains. Hors Antiquité, tout était *moderne* ; au point que, dans la première édition du *Dictionnaire de l'Académie* (1694), on appelle *vieille moderne* un ancien édifice gothique et *moderne* un bâtiment de construction récente.

Des modernes et des contemporains

Il faudra attendre le *Dictionnaire de la langue française* (1872) d'Émile Littré pour que la modernité (un mot créé tardivement, au XIX^e siècle) s'émancipe de son rapport antonymique avec l'Antiquité gréco-latine. La Renaissance devient le point de référence : l'histoire *moderne* débute à la fin du XV^e, tout comme la philosophie *moderne*. Dans le domaine des sciences, sont *modernes* pour Littré les Descartes, Copernic, Galilée, Newton, Lavoisier et autres savants dont aucun n'a vécu à l'époque du père de la lexicographie... *moderne*.

Ce *moderne* qui n'a rien d'actuel fait le lit du *contemporain* : une simultanéité temporelle, dans le présent (*la littérature contemporaine*) ou dans le passé (*Littré et Larousse étaient contemporains*). Aujourd'hui, peut donc être *moderne* ce qui appartient à une époque révolue, mais postérieure à des repères civilisationnels comme l'Antiquité, puis la Renaissance : les *temps modernes* (qui précèdent l'époque contemporaine), le *français moderne* (qui se distingue du français contemporain).

Mais bien d'autres emplois de l'adjectif *moderne* sont en rapport avec le monde d'aujourd'hui et ses capacités techniques (*confort moderne*, *agriculture moderne*), ses tendances artistiques (*mobilier moderne*, *architecture moderne*), ses mentalités (*des parents modernes*, *des idées modernes*). Et si ce *moderne contemporain* risque d'être confondu avec le *moderne* de naguère, usez d'un *résolument moderne* qui lèvera toute ambiguïté.

Reste à savoir si la Belgique actuelle est moderne. Ou si une Belgique moderne est d'actualité. Ces questions sont dans l'air du temps, aujourd'hui comme hier...

MICHEL FRANCARD

Un pays tellement compliqué qu'il n'impressionne plus personne

Longtemps louée pour sa capacité à gérer ses conflits internes, la Belgique affiche désormais un faible bilan en matière d'avancées démocratiques et institutionnelles.

Institutions : une capacité à se réinventer

On doit l'admettre, la Belgique excelle dans l'art de se réformer. Pour ceux qui n'auraient pas suivi, on vient de terminer la mise en place de la sixième réforme. Doués pour négociateur, mais rarement pressés les Belges. « On ne peut pas dire que les réformes de l'État ont un caractère précurseur, note Jean Faniel, directeur du Crisp. Elles ont même souvent un temps de retard sur les revendications de la population. Le mouvement flamand a dû attendre 130 ans avant de voir les choses réellement bouger. Et les Wallons qui souhaitaient plus d'autonomie au début du siècle dernier, parce qu'ils voulaient conserver leur avance, se sont retrouvés aux manettes une fois que la crise était installée... »

On peut aussi voir le verre à moitié plein : « Beaucoup de citoyens rêveraient que leur pays puisse évoluer aussi rapidement, dit Min Reuchamps, politologue à l'UCLouvain. Surtout là où il y a de fortes demandes d'autonomie comme chez les Écossais ou les Catalans. L'État belge parvient à répondre à des demandes profondes, ce que n'arrive pas à faire le Canada, par exemple, qui n'a pas réussi à se réformer au cours des soixante dernières années. On se moque des périodes où on n'arrive pas à trouver d'accord, mais on devrait plutôt se réjouir d'être toujours capable d'y parvenir. » Sauf que la situation est devenue tellement complexe que l'image de la Belgique en pâtit. « Pendant longtemps, notre pays était un peu le modèle institutionnel à suivre, une réponse pour les sociétés divisées, raconte Émilie Van Haute, politologue à l'ULB. C'est beaucoup moins le cas aujourd'hui, car à l'international, plus personne ne comprend la Belgique. C'est devenu trop complexe. Ce n'est plus vu comme quelque chose d'inspirant comme dans les années septante ou quatre-vingt où on soulignait notre capacité à répondre aux tensions de manière pacifique. Aujourd'hui, le modèle institutionnel s'emballe sans que cela ne réponde nécessairement à une demande des citoyens, ce qui a pu être le cas auparavant. » Tout ça pour qu'en plus, la structure du pays finisse par handicaper sa réponse à des enjeux internationaux comme le climat ou la migration. « On peut se réjouir d'avoir toujours su gérer les tensions mais la viabilité du modèle

étatique actuel n'est pas garantie », avertit Mathias El Berhoumi, constitutionnaliste à Saint-Louis. Le chercheur rappelle aussi que le prix à payer pour la paix communautaire est celui d'une grande complexité, surtout à Bruxelles. On peut voir la capitale comme un laboratoire de la répartition des compétences mais est-elle réellement démocratique ? « Qui sait à quoi servent la Cocof et la Cocom ? »

MAXIME BIERMÉ

Réticence aux « nouvelles » pratiques démocratiques

Tirage au sort, panels citoyens, référendum. Des mots qui sonnent et résonnent de plus en plus dans les rues et les couloirs de la maison Belgique. « Il y a une tendance de fond pour une démocratie plus directe ou une implication décisive des citoyens à la prise de décision, confirme Vincent de Coorebyter, titulaire de la chaire de philosophie sociale et politique contemporaine de l'ULB. Or, notre système politique reste fondé sur le même principe qu'à sa naissance, c'est-à-dire un système représentatif basé sur l'indépendance des élus. Une fois désignés, en pratique, on peut dire qu'ils ont un chèque en blanc et cette indépendance n'est pas tempérée. » Cela laisse pas mal d'élus plutôt de marbre, surtout lorsqu'il s'agit de mettre en place des alternatives. Et, ce n'est pas la Constitution datant de 1830 qui va nous aider. « Il n'a jamais été prévu de compenser cette manière de fonctionner par de la démocratie directe. La Constitution ne permet pas le recours à un référendum. »

Il existe bien une version plus « molle » du référendum : la consultation populaire. Sauf qu'elle n'a aucune force contraignante. Elle existe déjà au niveau communal mais elle est peu utilisée. Récemment, les Régions ont aussi reçu la possibilité d'en organiser. Mais avant ça, elles doivent légiférer. Rien ne bouge à Bruxelles et en Flandre, seule la Wallonie s'est dotée d'un décret.

La modernité à la belge se fait donc par petites touches et ne concerne pas tous les citoyens. Vincent de Coorebyter comprend que le référendum soit difficile à manier au niveau national, à cause de la composition linguistique du pays et du mauvais souvenir qu'avait laissé la Question royale après la guerre, mais cela n'explique pas pourquoi cela va si lentement aux autres niveaux de pouvoir. « On reste dans le schéma du XIX^e siècle avec l'idée que la fonction politique législative doit être réservée à un personnel politique professionnel », conclut l'analyste.

Mais à certains égards, la Belgique n'est pas à la traîne. « Elle pourrait même être vue comme en avance, glisse Min Reuchamps, politologue à l'UCLouvain. Le nombre de femmes et d'hommes politiques qui soutiennent le tirage au sort augmente, même s'ils considèrent rarement qu'il devrait avoir un poids décisionnel. »

Il n'empêche que tant au niveau législatif que constitutionnel, aucune place n'est faite à ces « nouveaux mécanismes », dont certains ont été inventés durant l'Antiquité. Pour Vincent de Coorebyter la question ne quittera pas l'agenda de la politique belge. « Est-ce moderne de reconnaître ces nouveaux mécanismes juridiques ou un signe de lucidité ? Ce débat, davantage posé par la société civile que le monde politique, plutôt perplexé et divisé, n'est pas clos. »

M. BMÉ

Le contrôle des décisions à la traîne

« Il y a plein de manières de travailler sur la bonne gouvernance, avertit Émilie Van Haute, politologue à l'ULB. Cela passe notamment par la manière dont les élus doivent rendre des comptes. » Et dans ce domaine, nos élus sont assez tranquilles puisqu'il n'existe pas d'autorité de contrôle indépendante en Belgique, contrairement à de nombreux autres pays. Qui vérifie le bon déroulement des élections ? Une commission nationale comme au Congo ? Non. Les députés élus eux-mêmes. Même chose pour les dépenses électorales.

Les politiques peuvent-ils promettre n'importe quoi pour être élus ? Oui. Enfin, cela sera peut-être un peu moins le cas cette année puisque les programmes vont être évalués par le Bureau du plan ; une première. « Le fait que les gouvernements en Belgique soient multiples et varient selon les niveaux de pouvoir complique aussi la possibilité d'attribuer une responsabilité politique, bien plus que dans les systèmes majoritaires comme au Royaume-Uni, au Canada ou aux États-Unis », ajoute Émilie Van Haute, qui rappelle aussi que les partis politiques en Belgique sont légalement des ASBL comme les autres. « Sur le contrôle des décisions, la Belgique est vraiment à la traîne. »

M. BMÉ

Une monarchie

Voilà un type de régime qui n'a, a priori, plus rien de moderne. « Si on refaisait un État, je ne pense pas qu'on se doterait d'une monarchie, confirme Mathias El Berhoumi, professeur à l'Université Saint-Louis. Ce type de régime appartient au passé. On n'accepte plus que des personnes non élues et non responsables aient une influence politique. »

Pourquoi le roi Philippe est-il toujours le chef de l'État dans ce cas ? « La Belgique a toujours du mal à opérer des réformes radicales, glisse Vincent de Coorebyter. Officiellement, on a toujours un Roi doté de pouvoirs réels. Mais en pratique, on l'a encore vu encore récemment avec la chute du gouvernement, la monarchie est quasi réduite à un rôle protocolaire. »

Une évolution voulue par le monde politique qui s'est accélérée après le refus de Baudouin de promulguer la loi sur la dépenalisation de l'avortement en 1990. Ce même monde politique qui a pourtant du mal à faire bouger les lignes aujourd'hui. Il suffit de repenser au débat sur les dotations royales relancé lors de l'intronisation de Philippe. « Aborder ces questions fait peur en Belgique, poursuit Mathias El Berhoumi. On est paralysés à cause du communautaire et cela nous empêche d'évoluer. »

M.BMÉ

En attendant la démocrature ?

Et si on était complètement à côté la plaque ? Et si la modernité en 2019, c'était plutôt les « démocratures » hongroise, polonaise, américaine ou encore brésilienne ? Donner le pouvoir à un seul homme, l'idée plaît de plus en plus aux jeunes à en croire les enquêtes d'opinion. Ce sont même les chiffres les plus hauts depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. « On pourrait dire que la Belgique résiste plutôt bien à l'érosion démocratique caractéristique de ces dernières années, dit Émilie Van Haute, politologue à l'ULB. On connaît donc un certain conservatisme que l'on n'est pas obligé de regretter... » « On peut considérer que Mussolini qui faisait arriver les trains à l'heure et Hitler qui a construit des autoroutes, c'était moderne, embraie Jean Faniel, directeur du Crisp. Mais en matière de progrès humains, c'est autre chose. Cela nous ramène à ce qu'on qualifie de "moderne". Si on apprécie le terme à l'aune des Lumières, je ne suis pas sûr que Viktor Orbán serait plébiscité par Diderot et Voltaire. »

Vincent de Coorebyter ne considère pas non plus que les « démocratures » sont à la pointe. « Le populisme, c'est archaïque. On pousse le système représentatif à l'absurde. L'indépendance des élus y est un fétiche avec l'idée que tous les adversaires sont des ennemis, des traîtres à la cause du peuple. C'est une maladie sénile du système démocratique qui est fondée sur des bases saines mais à partir duquel certains s'autorisent à faire n'importe quoi, juste car ils sont élus. C'est contemporain mais pas moderne. »

M.BMÉ

HERMAN ET ALEXANDER DE CROO

Le père

« Pensez aux avancées en bioéthique, sur l'IVG, l'euthanasie, etc. Et puis, contrairement à la Grande-Bretagne et le problème irlandais, la France avec la Corse, et bien d'autres pays, chez nous, les tensions communautaires n'ont jamais fait couler une goutte de sang ; nous gérons ça démocratiquement et pacifiquement. »

Le fils

« La Belgique est moderne dans le combat pour l'égalité hommes-femmes. Mais elle n'est pas moderne en ce qu'elle n'arrive pas à réagir rapidement quand quelque chose se passe, en raison de notre modèle institutionnel trop complexe. »

Quelle vision pour la migration ?

« Il faut arrêter de penser la migration comme une anomalie »

ENTRETIEN

Pour François Gemenne, spécialiste des dynamiques migratoires et de l'impact géopolitique des changements climatiques, il est temps de considérer sérieusement l'ouverture des frontières.

C'est quoi une approche moderne de la migration ?

C'est une approche moderne qui cesse d'envisager les migrations comme une anomalie. Une approche qui renonce à la logique dans laquelle on est piégé depuis le 17^e siècle : l'idée que les frontières géographiques, politiques et démographiques sont fixes et juxtaposées. Aujourd'hui, les frontières d'une population ne recouvrent plus celles d'un État – pensez aux diasporas –, un territoire peut accueillir plusieurs populations. Or on est toujours dans un paradigme de l'immobilité : dans un monde idéal, personne ne bouge. Il faut accepter l'aspect structurel des migrations. Le mieux, c'est d'organiser les flux, pas de résister.

L'idéal actuel est plutôt que certains bougent et d'autres pas, non ?

Il y a aujourd'hui une grande inégalité entre des gens hypermobiles avec plusieurs passeports et à côté de cela des gens qui ne peuvent même pas accéder au pays voisin. Cette fracture de la mobilité est la conséquence de la fracture de la mondialisation qui s'observe au sein même de nos sociétés : avec des personnes très mobiles qui en tirent un profit maximum et

d'autres en retraits, incapables de tirer bénéfice de la mondialisation, qui perçoivent les frontières comme un élément protecteur, une forme de rempart à une menace extérieure. Le fait que les limites géographiques, politiques et démographiques soient devenues mouvantes crée beaucoup d'inégalités et une grande insécurité par rapport à la frontière. Cela explique que beaucoup aient tendance à vouloir figer cette frontière pour essayer de rendre tangible quelque chose qui est par définition très mouvant.

Vous pensez aux gilets jaunes ?

Oui, les gilets jaunes, c'est cette population en retrait de la mondialisation qui voit la frontière comme protectrice, d'où le fait que les rumeurs sur le pacte de Marrakech ont facilement pris.

L'ouverture des frontières pose la question de l'accès aux services et aux droits sociaux. Le risque c'est de se retrouver dans une société.

Des études sociologiques prospectives ont mis en avant le risque d'une augmentation du racisme. L'ouverture des frontières se doublerait d'une apparition de frontières intérieures (« boundaries », en anglais). C'est un problème qu'il faudra gérer via des politiques sociales pour éviter une société à plusieurs classes. Une autre conclusion de ces études est qu'il n'y aura pas de grand chamboulement des flux dans le monde, parce que les migrations ne sont pas déterminées

par le degré d'ouverture des frontières. On aurait dans un premier temps une forte hausse, avec l'arrivée de tous les gens qui sont massés aux frontières, mais ceux qui sont « coincés à l'intérieur », les sans-papiers sortiraient au moins provisoirement pour voir leur famille. Il y aurait ce double effet de court terme et puis une stabilisation des flux de l'ordre de ceux qu'on connaît déjà.

On parle du changement climatique comme le futur grand facteur de migrations, mais il s'agira surtout de migrations intra-Afrique et non à destination de l'Europe.

C'est ce qu'on observe pour le moment : des flux très importants mais essentiellement internes ou régionaux. Ce sont les gens les plus pauvres qui sont le plus touchés, leurs possibilités de migrer sont très réduites. La grande question qui se pose dans une logique prospective à 50 ans est la suivante : que faire des personnes issues des régions devenues inhabitables ? Soit on accepte d'avoir « des régions ghettos », où des groupes vivent dans la misère et la famine permanente, soit on envisage une forme de redistribution géographique sur la planète. C'est la grande question de la modernité : va-t-on se définir comme citoyen du monde ou comme citoyen d'un État dont la responsabilité se limite à ses frontières. Clairement la tendance est plutôt à la deuxième option. ■

Propos recueillis par
LORRAINE KIHL

François Gemenne

Professeur à l'ULG et à Sciences po Paris, François Gemenne a conseillé Ecolo et plus récemment le Français Benoît Hamon sur les questions de migration. Il a sorti début octobre un livre programme, coécrit avec le directeur de Médecins du Monde Pierre Verbeeren : « Au-delà des frontières ».

« La donne a changé, cela force à changer d'attitude »

ENTRETIEN

Le sociologue Mark Elchardus (VUB) plaide pour une politique migratoire plus contrôlée et plus efficace.

C'est quoi une gestion moderne de la migration ?

Il faut distinguer la migration régulière, l'asile et la migration illégale. Aucun Etat moderne ne peut s'épanouir sans migration régulière. Il faudrait réussir à maintenir le droit d'asile car il est menacé. Pour cela, il faut absolument décourager la migration illégale qui est un désavantage pour les pays d'origine, pour les migrants eux-mêmes et pour les pays de destination.

Pourquoi dites-vous que l'asile est menacé ?

Le droit d'asile est mis sous pression par la migration illégale. Il y a trop de demandes qui n'ont aucune chance d'être acceptées. L'autre problème est que le processus pour accorder le statut est beaucoup trop long et les possibilités d'appel sont souvent excessives et exploitées à tort. Une partie de la population commence à se retourner contre le droit d'asile car cela apparaît comme un moyen de permettre trop facilement l'immigration illégale.

Certains estiment qu'essayer de lutter contre la migration est vain et coûteux et qu'il serait plus intéressant de

l'organiser.

Je ne suis pas du tout d'accord. On voit très bien qu'un contrôle plus poussé des frontières extérieures de l'Europe a eu des effets. Après, il y a une question fondamentale : quel est le sens des frontières ? Je vois l'Etat comme un projet qui est porté par une population au-delà des générations. Le succès d'un Etat est déterminé par, disons, sa culture ; les valeurs de ses institutions, sa capacité à construire une police non violente, non corrompue, à créer un sens de solidarité qui dépasse la famille, à inciter au travail... Cela signifie que la nationalité implique des droits et des devoirs, des privilèges et des sacrifices. Quand on regarde le monde, on voit des droits de l'homme, mais pas des devoirs de l'homme. Ceux qui disent qu'il faut accepter l'ouverture des frontières ne doivent pas se tromper : il ne s'agit pas d'un choix entre des Etats nationaux et un gouvernement mondial mais d'un choix entre un monde organisé par des Etats souverains qui contrôlent leurs frontières et un monde géré par des multinationales. Plaider pour des frontières ouvertes, c'est plaider pour un monde qui ressemble à un grand marché.

Quel serait le risque, concrètement ?

On se trouve aujourd'hui dans une situation incertaine avec beaucoup de régions instables qui pourraient générer une crise de l'asile. Environ

un quart de la population syrienne est partie en exil, cela représente 5 millions de déplacés. Si l'Egypte tombe, cela représenterait 23 millions de personnes. L'Iran, 20 millions. Si l'Europe ne parvient pas à stabiliser ces régions, le problème de l'asile se posera de façon plus aiguë. Et on peut dire la même chose pour la migration illégale, vu le développement démographique de l'Afrique. Les frontières ouvertes ne permettent pas de gérer cette situation, sans détruire notre façon de vivre : sécurité sociale, protection du travail, démocratie.

Votre vision a-t-elle changé sur la migration ?

Bien sûr. Parce que la donne a changé. Il y a 15-20 ans, la migration semblait moins problématique, l'intégration plus facile. Or la Belgique n'a manifestement pas bien géré sa migration régulière. Quand on regarde les descendants des migrants réguliers, il y a un grand malaise qui s'exprime. Une étude de 2013 montre que parmi les jeunes de 25 à 35 ans, 47% des musulmans ont du travail, contre 84% des non musulmans. Les jeunes issus de la migration sont surreprésentés dans l'échec scolaire et la criminalité, sont victimes de discrimination. L'extrême droite monte. C'est pour cela que mon attitude a changé. ■

Propos recueillis par
L.K.

Mark Elchardus

Mark Elchardus est sociologue et professeur émérite de la VUB. Ses travaux portent sur la gestion du temps et la sociologie culturelle. En 2013, il a réalisé une vaste enquête auprès de 2.000 jeunes adultes belges de 25 à 35 ans publiés dans un livre : « Au-delà du déclin ». Considéré comme un des principaux idéologues du SPA, il tient une ligne durcie en matière de migration, souvent alignée avec les vues de la N-VA.

Chez Climact, un sentiment d'urgence et d'intégrité

Cela fait plus de dix ans que Climact œuvre à la transition énergétique. Rencontre avec une boîte d'ingénieurs et d'idéalistes. Qui ont délibérément choisi de « vivre » leur modernité.

Une vingtaine d'ingénieurs et de juristes... et pas une seule voiture de société ! Si l'on devait résumer la modernité de Climact, à Louvain-la-Neuve, peut-être pourrait-elle tenir dans ce seul constat. Celui d'une entreprise où la cohérence entre la mission et celles et ceux qui la portent semble totale.

La mission ? Œuvrer à la transition climatique et la réduction des émissions de CO₂ en faisant office de consultants et en gérant des projets. A long terme pour les organismes publics par exemple, et à plus courte échéance pour des entreprises : le nez dans les étoiles et les mains dans le cambouis, en quelque sorte. Celles et ceux qui la portent ? Des jeunes universitaires qui, pour la plupart, sont adeptes de la consommation en circuits courts, des achats en coopératives et des déplacements en transports en commun.

Quentin, 32 ans, est l'un de ceux-là. « J'ai appris à coudre. Acheter des vêtements neufs à chaque saison, très peu pour moi. » Son parcours ? Des études d'ingénieur civil suivies d'un doctorat à l'ULB et... d'un tour du monde à vélo. « Ma thèse terminée, j'étais le lendemain sur la route, raconte-t-il. Avec quelques amis, nous avons roulé jusqu'au Togo, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est, enfin du Kirghizistan à Bruxelles : l'initiative s'appelait "Bike to Meet you", et visait notamment à collecter des fonds pour la coopération au développement. »

De retour au pays, Quentin se pose une seule question : « Qu'est-ce que je vais faire ? » Une interrogation qui tient du luxe (les ingénieurs ploient sous les sollicitations) mais n'en est pas moins existentielle. Pas question pour lui de bosser pour une entreprise dont les valeurs ne correspondent pas aux siennes. « Mon truc, c'était de parvenir à influencer la manière dont nous produisons et consommons, poursuit-il. Et dès lors éviter des boîtes dont je ne partageais pas la finalité. »

Un recrutement ciblé

C'est une démarche comparable qui a incité Romain, 27 ans, à rejoindre Climact dont il est à ce jour le dernier recruté (il y a démarré en novembre dernier).

« J'ai commencé ma carrière chez Air Liquide, raconte cet ingénieur industriel qui s'est formé à Mons et à Liège. Après six mois, je démissionnais : vendre du gaz à l'industrie pétrolière alors que j'avais choisi mes études pour m'investir dans les énergies renouvelables, c'était une erreur ! » Le résultat : un break de quelques mois, qui pour lui aussi passe par la découverte du monde, et la réponse à une offre d'emploi chez Climact. « J'habite à Bruxelles, j'ai vendu ma voiture, je viens bosser en train. C'est un choix. Qui, à mes yeux, va de soi. »

Faut-il donc avoir un profil de doux rêveur pour travailler chez Climact ? Pascal Vermeulen, qui a cofondé l'entreprise en 2007, s'en défend... tout en reconnaissant s'être lancé dans l'aventure entrepreneuriale à l'époque « de manière idéaliste, voire naïve » : « Beaucoup de nos collaborateurs sont végétariens, certains refusent de prendre l'avion, mais il ne s'agit pas de conditions à l'embauche », relativise-t-il, décrivant plutôt un processus de recrutement bien rodé, passant par l'analyse d'un business case, sa défense devant un jury, entre autres. Il dit recevoir actuellement près de 30 CV chaque mois.

« Mais il est vrai qu'au bout du compte, il faut que la candidate ou le candidat démontre une impression de cohérence. » S'étonner de ne pas se voir proposer une voiture de société, par exemple, ferait mauvais genre : « Ce principe est une absurdité, lâche notre interlocuteur. Nous sommes contre l'idée de payer du salaire en émettant du CO₂. Si nous devons aller chez un client qui n'est pas desservi par les transports en commun, nous faisons appel à Cambio (un système de voitures partagées, NDLR). »

Du reste, on bosse dur chez Climact. A la réunion du lundi matin, où chacun expose son état d'esprit (sa « météo personnelle »), plusieurs évoquent avoir bossé le week-end, d'autres partagent un événement auquel ils ont participé, les contacts intéressants qu'ils y ont rencontrés. « La semaine s'annonce intense et j'ai un bon niveau d'énergie », se réjouit l'un. « Les prochains jours seront chargés », confirment la plupart des autres. Avant d'enchaîner sur un brainstorming

technique au cours duquel on parlera « Pnec » (Plan national Energie Climat, NDLR), modèles mathématiques et programmation d'algorithmes en python...

Le moteur : l'intelligence collective

« Ici, tout le monde travaille sur plusieurs thématiques », commente Catherine, 28 ans, ingénieure civile diplômée de l'UCLouvain voisine. « En quelques années, j'ai pu passer des plans à long terme de la Région de Bruxelles-Capitale à des projets de financement de panneaux photovoltaïques sur les toits d'une entreprise. C'est très gratifiant de passer de la réflexion à l'échelle d'un territoire à la mise en pratique au niveau d'un acteur déterminé. »

Ce qui la motive ? « On a l'impression que la transition énergétique est une énorme montagne mais, tout en regardant vers le sommet, on avance de manière pragmatique, poursuit-elle. La technique est importante, mais ce qui l'est davantage encore est notre manière de fonctionner : nous favorisons l'intelligence collective, en interne et avec celles et ceux avec qui nous collaborons. »

Les objectifs ne manquent pas. Quentin doit rencontrer une administration communale pour un projet pilote de rénovation « profonde » d'une dizaine de maisons, Catherine bosse sur une démarche comparable au niveau d'écoles, à plus long terme. Un collègue a rendez-vous à l'Union wallonne des entreprises, un autre doit répondre à un client qui se demande s'il aura droit à des certificats verts s'il utilise du biopropane, un troisième doit « optimiser du code », un quatrième prépare un projet au niveau européen...

En quittant Climact, en ce « Blue Monday », censé être le plus déprimant de l'année, on se sent ragailardi : « Notre avenir climatique est en de bonnes mains. » Et puis on se remémore ces maximes inscrites sur le mur de la salle de réunion : « Tu planète, tu la préfères bleue ou bien cuite ? », « Les dinosaures aussi pensaient qu'ils avaient le temps. » Et on se dit que, chez Climact, la modernité a comme un goût d'urgence. Mais aussi qu'elle peut être synonyme d'intégrité. ■

BENOÎT JULY

« Privilégier l'intelligence collective »

Pascal Vermeulen est cofondateur, avec Dimitri Mertens et Hugues de Meulemeester, de Climact. L'entreprise néo-louvaniste, fondée en 2007, emploie quelque 20 collaborateurs aujourd'hui pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,5 millions d'euros.

Climact, en quelques mots ?

Un projet lancé à l'époque de façon un peu idéaliste et naïve. Nous venions de grandes entreprises et avions l'envie d'un projet entrepreneurial qui ait du sens.

Vous étiez précurseurs ?

Nous voulions contribuer à lutter contre le dérèglement climatique par le biais de la compensation des émissions de gaz à effet de serre, mais le résultat fut mitigé : il ne suffit pas de compenser, il faut diminuer, changer les modes de consommation et de production, ce qui passe par des transformations très profondes et complexes dans des domaines tels que l'industrie, le bâtiment, la mobilité, l'agriculture, l'aménagement du territoire, la fiscalité, entre autres. Et il faut à la fois agir pour définir le bon cadre et les bonnes ambitions à long terme, tout en œuvrant concrètement sur le court terme.

Vous travaillez pour le public et le privé ?

Pour la Fondation européenne pour le climat, par exemple. Ou pour la Commission européenne pour laquelle nous codéveloppons un outil de calcul qui permet d'anticiper les évolutions dans les pays membres de l'UE en fonction de leurs spécificités. Pour le privé, nous accompagnons des entreprises qui réfléchissent à leur propre transition : des projets qui nous permettent de rester en phase avec les difficultés et les opportunités du terrain, d'alimenter notre réflexion, voire celle des pouvoirs publics.

Les candidats à l'embauche se bousculent ?

Nos débuts furent un peu chahutés mais nos compétences sont désormais reconnues et nous suscitons des vocations. Nos effectifs ont doublé en trois ans, nous pouvons aborder davantage de projets mais la croissance n'est pas un objectif en soi : c'est une conséquence que nous essayons de gérer au mieux.

Votre management est-il « moderne » ?

Il n'est pas ancestral au sens où le pouvoir ne se mesure pas à l'épaisseur de la moquette dans le bureau. Nous privilégions le travail en équipe, l'intelligence collective, l'autonomie, la confiance et la prise de responsabilité. Mon rôle réside davantage dans le soutien, l'accompagnement : je suis disponible, n'hésitez pas à m'interpeller. Plus globalement, je pense qu'il faut s'autoriser le changement, oser penser autrement. Sachant que les enjeux climatiques sont énormes et qu'on a la chance d'en avoir pouvoir les adresser.

B.J.